

Les libéraux-radicaux romands défendent un non, avec la gauche et les milieux de la construction

La valeur locative divise le PLR



SOPHIE DUPONT

Propriété ► Au PLR, Romand·es et Alémaniques ne sont pas d'accord sur l'abolition de la valeur locative immobilière. Combat de longue date du parti, la suppression de cet impôt ne convainc plus les Romand·es. Alors que le PLR Suisse appelle à voter oui, plusieurs figures de Suisse occidentale se sont prononcées publiquement pour un non le 28 septembre. Pascal Broulis, conseiller aux Etats vaudois, siégeait même hier aux côtés du PS et des Verts à la conférence de presse pour le maintien de la taxe. Y était également présente l'association faîtière de la construction, Constructionsuisse.

«Il y a une différence d'approches entre Alémaniques et Romands. Pour nous, la valeur locative immobilière est une manière de garantir aux jeunes l'accès à la propriété. Cela permet d'entretenir son patrimoine, en fournissant du travail aux artisans locaux. Outre-Sarine, la position est plus idéologique: il s'agit de supprimer une taxe sur une valeur fictive», explique Pascal Broulis.

Déductions fiscales

S'il tient à conserver l'impôt, c'est parce qu'il est lié à toute une série de déductions fiscales, sur les intérêts hypothécaires et les frais d'entretien et de rénovation. «Un jeune qui achète une propriété pour 500 000 francs et la rénove pour 300 000 francs ne pourra déduire aucun frais. Quelqu'un qui achète un appartement neuf ne pourra déduire que partiellement les intérêts hypothécaires sur une période de 10 ans», illustre-t-il. Avec la disparition des abattements fiscaux, les propriétaires seront moins in-

cité·es à faire des rénovations énergétiques, craint-il. Reconnaissant des défauts au système actuel, le conseiller aux Etats a déposé deux textes au parlement, visant à alléger la charge de la taxe. Ceux-ci seront traités en cas de non le 28 septembre. La section vaudoise du PLR a suivi le sénateur, «avec un score soviétique» précise ce dernier. Lors du congrès du parti en juin, le «non» a récolté 168 voix, le «oui» zéro et dix personnes se sont abstenues.

Genève soutient le non

A Neuchâtel et à Genève aussi, les sections du parti ne veulent

pas de la suppression de la valeur locative. «La réduction massive des déductions fiscales liées aux frais hypothécaires rendra plus difficile l'accès au logement pour les acquéreurs non fortunés», écrit le PLR neu-châtelois. Au bout du lac, l'ancien conseiller national Christian Lüscher a publiquement pris position, dénonçant un risque du retour du travail non déclaré. «Le projet est une hérésie. Comme les frais d'entretien ne seront plus déductibles, il y a un risque que les propriétaires laissent leur terrain et leur bien partir en décrépitude ou

engagent des travailleurs au noir», juge-t-il. En Valais et à Fribourg, les sections cantonales doivent encore se prononcer mais des voix s'élèvent déjà à l'unisson avec le reste de la Romandie. Nadine Gobet, conseillère nationale fribourgeoise, s'inquiète pour les carnets de commandes des entreprises. «La suppression des déductions va aussi à contre-courant des incitations mises en place pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments», argue-t-elle encore. La conseillère aux Etats fribourgeoise Johanna Gapany affirme pour sa part qu'elle s'abstiendra.

En Valais, le conseiller national Philippe Nantermod défend le non, pointant un «arbitrage malsain» entre propriétaires: «Avec le projet de loi, les actifs, jeunes et moins jeunes, qui entretiennent leur bien immobilier, vont probablement payer davantage d'impôts pour soutenir ceux qui ont payé leur dette et n'entretiennent pas leur propriété.»

Sections jeunes favorables

Pour trouver des voix libérales-radicales romandes qui soutiennent le projet, il faut se tourner vers les sections jeunes. «En abolissant un impôt in-



L'entretien et la rénovation des bâtiments pourraient faire les frais d'une abolition de l'impôt sur la valeur locative. KEYSTONE-ARCHIVES

juste, ce projet de loi profitera à la classe moyenne. Les petits propriétaires, qui se sont battus pour avoir accès à la propriété, vont y gagner», défend Pauline Blanc, vice-présidente des Jeunes PLR suisses. La section vaudoise des Jeunes PLR, dont elle fait partie, doit encore se prononcer. Pauline Blanc estime que malgré ses défauts, la réforme soulagerait de nombreuses personnes. «Pour faire des travaux de grande envergure et les déduire, il faut en avoir les moyens. Ce n'est pas le cas des petites gens que nous défendons», argue-t-elle.



«La valeur locative est une manière de garantir aux jeunes l'accès à la propriété»

Pascal Broulis

Les jeunes de toutes les formations bourgeoises se sont réunis au sein d'un comité qui appelle à voter oui. «Beaucoup de jeunes rêvent de posséder un logement, mais l'impôt sur la valeur locative rend ce rêve inutilement coûteux, alourdisant la fiscalité de celles et ceux qui veulent accéder à la propriété», lit-on. Au PLR, leurs aînés romand·es favorables au non estiment que leur calcul est faux.

A droite, d'autres partis sont divisés sur la question. Au niveau suisse, les vert libéraux ont d'ailleurs décidé de laisser la liberté de vote.

AVEC PHILIPPE CASTELLA